

par **GISELA KOZAK-ROVERO\***

## ***Le Venezuela révolutionnaire : une fiction du monde universitaire militant***

**L**A RÉVOLUTION BOLIVARIENNE, avant et après la mort de Hugo Chavez en 2013, a tout fait pour se positionner comme l'épicentre de la revitalisation du socialisme sur l'ensemble de la planète. Sa critique du capitalisme, vu comme un ordre mondial d'oppression dirigé par les États-Unis et reposant sur la propriété privée nationale et transnationale des moyens de production, indique sa prise de distance envers la social-démocratie au bénéfice de variantes politiques et économiques radicales, comme le montrent sa proposition de constituer un « État communal »<sup>[1]</sup> et ses références à l'expérience cubaine.

Le présent article analyse la participation d'intellectuels de divers pays à la révolution bolivarienne, au titre de médiateurs entre le Venezuela, le monde universitaire international et des groupes et partis de la gauche radicale<sup>[2]</sup>. Ces intellectuels se présentent comme des « intellectuels organiques », au sens donné à ce terme par Antonio Gramsci, dans la mesure où ils promeuvent la création de nouveaux mouvements révolutionnaires et de sociétés de type socialiste.

Nous reviendrons ainsi sur la pensée de certains auteurs tels le Gallois Alan Woods, l'Anglaise Diana Raby (de l'université de Liverpool), la Chilienne Martha Harnecker (ex-directrice du Centre international Miranda au Venezuela) et l'Espagnol Juan Carlos Monedero (de l'université Complutense de Madrid). Tous les quatre ont enseigné dans une

---

\* Écrivain, professeur à l'Université centrale du Venezuela.

1. Selon la Loi organique du « Pouvoir populaire », qui régit le Venezuela, l'État communal repose sur « le développement et la consolidation du Pouvoir populaire, générant, à travers différents moyens de participation et d'organisation reconnus dans la Constitution de la République et dans la loi, et dans ceux émanant de l'initiative populaire, les conditions objectives pour que les citoyens et les citoyennes exercent de plein droit leur souveraineté, la démocratie participative, protagoniste et responsable, ainsi que la constitution de formes d'auto-gouvernement communautaires et communales, pour l'exercice direct du pouvoir par une partie du peuple dans le domaine politique, économique, social, culturel, environnemental et international et dans tout domaine de progrès et de développement de la société, à travers diverses formes d'organisation qui édifient l'État communal ».

2. J'entends par gauche radicale celle qui promeut la démocratie directe, la mise en cause de la propriété privée des moyens de production et l'élimination des différences économiques qui définissent les différences de classes.

université ou y ont donné des conférences, ce qui leur donne une légitimité et un statut d'experts.

Juan Carlos Monedero est membre du parti *Podemos*, organisation espagnole qui a pris son essor durant ces dernières années. Martha Harnecker fut directrice du Centre de la Mémoire populaire latino-américain de La Havane et milita dans diverses organisations marxistes. Tous deux furent directeurs du Centre international Miranda, une institution dédiée à la « promotion et à la diffusion, nationale et internationale, des valeurs du système politique de la démocratie participative et «protagonique»<sup>3)</sup> par le biais de recherches et réflexions sur l'impact politique des transformations économiques, sociales et culturelles entreprises par la révolution bolivarienne».

Alan Woods, quant à lui, a fondé l'organisation «Tendance marxiste internationale», qui regroupe des militants du monde entier, et Diana Raby le «Respect Party», une organisation anglaise de gauche. Nous n'incluons pas dans cette liste Heinz Dietrich, un Allemand basé à Mexico et professeur à l'Université nationale autonome du Mexique, parce que, bien qu'il ait forgé le terme de «socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle» et qu'il ait été conseiller de Hugo Chavez, il a pris ses distances avec la révolution depuis 2007.

Ces quatre intellectuels ont été choisis comme objets de cette étude car ils présentent un certain nombre de points communs.

Idéologiques tout d'abord puisqu'ils assument comme étant la leur l'histoire du communisme du XX<sup>e</sup> siècle, indépendamment de leurs éventuelles critiques, et qu'ils se réclament de la révolution cubaine et du Forum social mondial. Tous les quatre se sont consacrés à la révolution bolivarienne, prenant part, en tant qu'analystes, conseillers ou diffuseurs, aux activités politiques liées à la culture, la communication et l'éducation révolutionnaire et, parallèlement, publiant des textes sur la révolution bolivarienne dans des maisons d'édition de l'État vénézuélien et à l'étranger.

C'est après leur adhésion à la révolution bolivarienne qu'ils ont orienté leurs recherches sur le Venezuela. Ils ont été alors fréquemment invités dans ce pays, en particulier Harnecker et Monedero qui furent des conseillers, ou du moins furent très proches du président Hugo Chavez et du PSUV (Parti socialiste uni du Venezuela).

Autre point commun: la similitude de leurs analyses concernant trois aspects clefs de la propagande chaviste et des objectifs de la révolution bolivarienne – que l'on connaît par *le Projet national Simon Bolivar. Le Premier plan socialiste (2007-2013)*, *la Loi organique de Culture* et le programme électoral de Chavez, *Le Plan de la Patrie (2013-2019)*.

– Premier aspect clef: leur caractérisation en termes de race et de classe de l'opposition

---

3. Le terme, très utilisé dans le monde hispanique, renvoie à l'engagement personnel qu'implique la démocratie participative.

politique au gouvernement, présentée comme une sorte de « faux peuple », au contraire du « vrai peuple » vénézuélien, le « peuple chaviste ».

– Deuxième aspect : leur conception du champ culturel et national vénézuélien comme terrain exclusif de la révolution bolivarienne et de ses partisans ; c'est la « culture communale », une culture considérée avant tout comme un ensemble de représentations influençant les éventuels protagonistes du changement révolutionnaire.

– Troisième aspect : leur perception comme dangereux des éléments libéraux contenus dans la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela, dans la mesure où celle-ci reconnaît l'existence de différents partis politiques et la possibilité de leur alternance au pouvoir.

Enfin dernier point qui les rapproche : Raby, Monedero (dans *Socialisme et conseils communaux*<sup>[4]</sup>) et Woods reconnaissent, avec plus ou moins d'insistance, les défauts du gouvernement bolivarien : corruption, bureaucratisme, clientélisme d'État, économie pétrolière rentière, absence de culture du travail et manque d'instances de participation à la vie politique réellement indépendantes<sup>[5]</sup>.

Malgré ces critiques, ces intellectuels participent par leurs analyses à la lutte pour l'entreprise hégémonique du gouvernement révolutionnaire vénézuélien, en voulant avant tout montrer aux Européens et aux Nord-Américains la supériorité politique et éthique d'un gouvernement inspiré par sa culture nationale et populaire et désireux de mettre au premier plan les couches de la population ignorées jusqu'en 1998.

### L'opposition n'est pas le peuple

Juan Carlos Monedero, dans son *Économie sociale au Venezuela*, résume ainsi sa perception du Venezuela de Chavez, que partagent les autres auteurs analysés : « Ce Venezuela évoqué dans les médias du monde pour ses Miss, ses gratte-ciel voisinant des campements de misère et les conditions de vie saoudiennes d'une élite qui usait avec ostentation des revenus pétroliers, a laissé place à un autre Venezuela où priorité est donnée à la discussion :

- sur le socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle et donc à la recherche d'un discours et d'une économie au service des majorités exclues ;
- sur l'intégration latino-américaine et donc à la poursuite de nouvelles formes de complémentarités entre les pays, qui puissent se substituer aux traités de libre-échange et s'opposer à la prétention nord-américaine de maintenir sa sphère d'influence ;

4. « Socialismo y Consejos Comunales: La Filosofía Política del Socialismo en el Siglo XXI », *Comuna: pensamiento crítico en la revolución*, n°4 (2011), p. 97-142.

5. Juan Carlos MONEDERO, « Venezuela: los pasos encontrados. Luces y sombras del proceso bolivariano », *Comuna de ideas*, <http://www.juancarlosmonedero.org/2011/04/venezuela-luces-sombras/> (14 septembre 2016).

– sur le paiement de la dette sociale dans un contexte de vaste appui populaire et de revendication de la souveraineté nationale»<sup>[6]</sup>.

Selon Raby, Monedero et Harnecker, et en harmonie avec ce qu'affirme la propagande officielle, la révolution bolivarienne constitue l'avant-garde du «socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle»; elle bâtit une nouvelle nation véritablement libre, démocratique, populaire et souveraine qui a récupéré son identité culturelle tout en restant liée de mille manières à l'Amérique latine.

Mais tous trois considèrent que ce processus de libération est menacé à la fois par une opposition incapable de s'adapter aux nouvelles conditions du pays et par les pouvoirs internationaux.

Cette opposition, Alan Woods la présente ainsi :

«Utilisant leur pouvoir économique et leur contrôle des moyens de communication, les classes exploiteuses ont mobilisé une grande partie de la classe moyenne vénézuélienne pour s'opposer à la révolution. Sous le faux drapeau de la démocratie, elles ont organisé des troubles dans la rue et des affrontements. Leurs troupes de choc sont les fils à papa, snobs et parasites cousus d'or qui s'opposent frénétiquement aux masses. La petite bourgeoisie, en fureur, est mécontente des concessions accordées aux pauvres parce qu'elle les voit comme une menace pour ses propres privilèges. Elle fait ainsi beaucoup de bruit quand c'est nécessaire, mais en réalité, elle n'est que poussière humaine, facilement balayée par le vent quand elle s'affronte au mouvement des masses.»

Une telle façon de caractériser l'opposition comme distincte du «vrai peuple» est une attaque politique qui vise à la réduire au silence en tant que groupe éloigné de la nouvelle éthique, l'éthique socialiste défendue dans *Le Plan de la Patrie (2013-2019)* et dans *Le Projet national Simon Bolivar. Premier plan socialiste (2007-2013)*. En ce sens, la révolution bolivarienne s'est toujours caractérisée par l'utilisation active d'une propagande visant à un changement culturel, si par culture nous comprenons l'ensemble des représentations qui donnent son identité à une communauté, en l'occurrence la nation. Elle a mis ces représentations au service d'un certain horizon politique, ce qui lui permet de justifier les oublis, exclusions et discriminations nécessaires à l'hégémonie de la partie de l'opinion publique favorable à la révolution (un thème cher à l'Indien Homi Bhabha<sup>[7]</sup>).

Dans cette perspective, la révolution bolivarienne poursuit son but en récupérant à son profit la culture nationale, malgré l'opposition incarnée par les couches privilégiées de la population. Selon *Le Projet national Simon Bolivar. Premier plan socialiste (2007-2013)*, cette

---

6. Steven LEVITSKY, «Elecciones sin democracia El surgimiento del autoritarismo competitivo», *Estudios Políticos*, n°24 (2004), p. 159-176.

7. Homi BHABHA, «Introducción. Narrar la nación», *Nación y narración*, México: Siglo Veintiuno Editores, Clacso, 2010, p. 11-19.



DR

Simon Bolívar

nécessaire « articulation identitaire des volontés » serait le produit de « la refondation de la Nation vénézuélienne, laquelle plonge ses racines dans la fusion des valeurs et des principes les plus avancés des courants humanistes du socialisme et de l'héritage historique de la pensée de Simon Bolívar ».

Nous sommes donc, avec le chavisme, en présence d'un récit identitaire qui intègre au projet révolutionnaire du socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle des éléments qui lui préexistaient comme la figure et la pensée de Simon Bolívar. Mais ces intellectuels réécrivent l'his-

toire du Venezuela en occultant, supprimant ou réinterprétant toute réalisation sociale, économique, éducative et culturelle qui pourrait être mise au crédit du passé populaire et démocratique du pays, en particulier entre 1958 et 1998<sup>[8]</sup>.

La vision imaginaire du Venezuela, que partagent ces auteurs révolutionnaires, suppose l'oubli sélectif de pans entiers de son histoire, au profit de la révolution, synthèse de la grande geste continentale de Bolívar, de la direction populaire d'Ezequiel Zamora, de la pensée américaniste de Simon Rodríguez, de l'anti-impérialisme du dictateur Cipriano Castro, auxquels il faut ajouter les intentions anticapitalistes et anti-impérialistes de l'ancien monde communiste et des guérillas marxistes-léninistes latino-américaines, même si l'un et l'autre ont abouti à un échec.

Ils ignorent ou minimisent les grandes avancées vénézuéliennes du XX<sup>e</sup> siècle, comme l'éducation publique et massive, les réformes politiques et culturelles –suffrage universel, législation du travail, égalité hommes/femmes–, ainsi que les mesures antérieures à la révolution bolivarienne comme la nationalisation du pétrole et de certaines industries de base.

Dans leur lutte pour l'hégémonie culturelle, le cas le plus significatif d'oubli sélectif et de réinterprétation de la part des révolutionnaires est l'actuel Système national d'orchestres d'enfants. Il est présenté comme un succès révolutionnaire et la preuve par excellence d'une politique culturelle *de sens social*, alors qu'il a été appuyé par tous les gouvernements vénézuéliens depuis sa fondation en 1975!

Cela confirme que la stratégie de réécriture de l'histoire passe bien par le gommage de toute réalisation culturelle positive antérieure à 1998, puisque le peuple est censé n'obtenir aucun succès hors de l'action du gouvernement chaviste.

8. Sur le plan de la politique culturelle, voir Gisela KOZAK-ROVERO, « Révolution bolivarienne : politique culturelle dans le Venezuela socialiste de Hugo Chavez (1999-2013) », *Cuadernos de literatura*, n° 37, 2015, p. 38-56.

L'impossibilité d'accepter un passé pré-révolutionnaire et cependant démocratique est convertie par nos quatre intellectuels chavistes en une leçon de l'histoire qui pourrait parfaitement s'appliquer à de futures révolutions: «chaque pays suit un parcours qui lui est propre et il s'appuie sur ses traditions (y compris religieuses et indigènes), ses mythes, ses héros – ceux qui ont lutté pour un monde meilleur – et sur les capacités propres à chaque individu, développées dans le processus de lutte».

Pour sa part, Diana Raby élargit cette affirmation en signalant, à l'instar de ce qui est dit dans *Le Plan de la Patrie (2017-2019)*, que «tout mouvement révolutionnaire ou progressiste doit s'efforcer de développer une idéologie national-populaire qui soit totalement inclusive [...] et qui donc inclut les minorités ethniques, les immigrants, les femmes, les minorités sexuelles, les étudiants, les retraités et les petits et moyens commerçants; c'est dire qu'elle inclut toute la variété des groupes opprimés et exclus [...] au Venezuela [...]. La base populaire qui soutient Chavez est beaucoup plus large que le prolétariat tel qu'on le définit de manière conventionnelle, et elle s'identifie très clairement aux pauvres et aux catégories populaires. Dans le même temps l'opposition, les requins, correspond dans sa grande majorité aux riches et à la classe moyenne».

Il faut ajouter à cette image de l'opposition d'autres caractéristiques. La démocratie représentative bourgeoise mettait en avant un roman national ne rendant visibles les milieux populaires qu'en termes électoraux et éludant l'importance des différences raciales, si ce n'est pour favoriser, comme l'affirme Diana Raby, les immigrants blancs européens. C'est pourquoi la prise de pouvoir et l'accession à une dignité populaire ne pouvaient être comprises et acceptées par l'opposition, caractérisée selon des critères raciaux, sociaux et idéologiques comme blanche, de classe moyenne ou bourgeoise, libérale ou néo-libérale, patriarcale, favorable aux États-Unis, si ce n'est ouvertement, au moins par son style de vie.

C'est pourquoi Alan Woods intègre dans cette liste les professeurs d'universités et des institutions publiques d'éducation supérieure, car il les accuse d'être liés à l'ambassade des États-Unis et à la social-démocratie; il ajoute que les étudiants de ces mêmes institutions ont été victimes d'entreprises de recrutement de la part de la CIA. Ce qui le prouve? La propagande gouvernementale, et rien d'autre.

### **La culture communale**

Le peuple «protagoniste» de cette nation révolutionnaire doit se reconnaître dans sa culture, qui n'est autre que la culture communale, comme l'indique la Loi organique de Culture:

*On entend par culture communale l'ensemble intégré des savoirs, des croyances, des expressions et des pratiques pacifiques de conduite solidaire, fraternelle et démocratique, données dans la Commune et incluant les usages, coutumes, mécanismes et moyens matériels d'auto-gouvernement communal dont se servent ses membres pour commu-*

*niquer entre eux et trouver de quoi répondre aux besoins collectifs. En tant que processus, la culture communale stimule la sensibilisation collective, dont l'essence s'appuie sur l'action du sujet historique conscient, dans l'éthique participative qui, de manière « protagonique », rompt avec la logique capitaliste en quête de la consolidation active du socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle.*

La culture communale est vue comme une conséquence du sauvetage de l'identité nationale vénézuélienne, laquelle est comprise, dans la loi organique de Culture, comme *les différentes façons de nous connaître, de nous reconnaître, de nous exprimer et de nous valoriser: le sentiment d'appartenance au peuple vénézuélien, la signification sociale et la permanence de l'être dans l'unité à travers les multiples changements sociaux, économiques, politiques et historiques: l'unité dans la diversité, la mémoire collective, la conscience historique et l'organisation sociale sont des éléments de l'identité culturelle.*

Telle est l'identité sauvée par la révolution et gérée par l'État. Et ce n'est pas pour rien que Hugo Chavez, dans son projet électoral, *Le plan de la patrie* (2013-2019), proposait de « convoquer et promouvoir une nouvelle orientation éthique, morale et spirituelle de la société, basée sur les valeurs libératrices du socialisme » et de « diriger, depuis les plus hautes instances juridiques, la nation et notre Amérique vers des contenus éducatifs traitant de l'identité nationale et de la diversité des peuples ».

Cette direction donnée aux contenus éducatifs signifie que l'incitation officielle à l'activité culturelle et intellectuelle est orientée vers la consolidation du pouvoir révolutionnaire et exclut les manières de penser et de créer qui mettent en question cette hégémonie, comme on le voit clairement dans les collections éditoriales où ont été publiés les auteurs que nous étudions. Raby, Woods, Monedero, Harnecker et Dietrich (avant de se retirer) publièrent aux éditions Monte Avila et dans d'autres éditions d'État, consacrées à la pensée politique de la gauche radicale – alors qu'elles devraient exprimer la pluralité de la pensée politique et sociale vénézuélienne et internationale.

Un exemple: l'art des rues, qui suscite tant d'intérêt chez les jeunes chercheurs dans le monde, se transforme en propagande et bénéficie de financements officiels qui subvertissent la finalité contestatrice et anti-étatiste qu'il a d'ordinaire dans les autres pays (et qui va jusqu'à l'envoi de représentants officiels de cet art à la Biennale de Venise en 2013).

### **L'ambiguïté antilibérale**

Juan Carlos Monedero reconnaît cependant qu'il y a dans la culture nationale populaire vénézuélienne des traces de la tradition politique libérale: l'organisation d'élections générales, la liberté d'expression et d'opinion; mais il en souligne les risques:

*Peut-on vraiment penser le socialisme au Venezuela, en Équateur, en Bolivie et à Cuba sans comprendre et analyser le rôle des oppositions dans ces pays, oppositions alimentées principalement par le rôle hégémonique nord-américain? L'enkystement social comme avec un pat technique sur un échiquier dessine un scénario très regrettable pour le développement démocratique. La meilleure manière de le surmonter c'est l'éducation, de sorte qu'une plus grande conscience provoquera de larges victoires électorales qui orienteront le gouvernement et l'État dans leurs décisions.*

Le corset libéral impose d'accepter l'existence d'une opposition, mais la lutte pour l'hégémonie révolutionnaire a mené obligatoirement à la stigmatisation de celle-ci en tant que masse aliénée, définie comme un « faux peuple ». Il ne faut pas s'étonner qu'il soit si difficile d'expliquer à l'étranger qu'un gouvernement qui organise des élections puisse n'être démocratique que formellement (Steven Levitsky<sup>[9]</sup> parle d'autoritarisme compétitif<sup>[10]</sup>) puisque la victoire de l'opposition est vue non comme une donnée logique de l'alternance démocratique mais comme la débâcle du projet révolutionnaire, qui ne peut que conduire le peuple des pauvres à la faim et à la ségrégation raciale, amener à la remise de la souveraineté du pays aux États-Unis et à la perte de l'identité nationale. Maintenir la stigmatisation des opposants conduit à une bipolarisation violente alors que la réalité culturelle, politique et sociale se caractérise par une complexité bien plus grande que les schémas préconçus de Raby, Woods, Harnecker ou Monedero. Au Venezuela, la constitution de l'adversaire comme ennemi est une stratégie au service de laquelle sont utilisées toutes les ressources économiques, législatives et judiciaires de l'État, et même l'aide d'intellectuels étrangers!

---

9. Steven LEVITSKY, « Elecciones sin democracia El surgimiento del autoritarismo competitivo », *Estudios Políticos*, n° 24 (2004), p. 159-176.

10. Le régime du Venezuela, jusqu'en décembre 2015, fut un autoritarisme compétitif. Depuis lors, il est un autoritarisme tout court: « L'autoritarisme compétitif doit se différencier, d'un côté de la démocratie, et de l'autre de l'autoritarisme absolu. Les régimes démocratiques modernes répondent à quatre critères minimaux: 1. Les instances exécutives et législatives sont élues au moyen d'élections ouvertes, libres et justes. 2. Virtuellement, tous les adultes ont le droit de voter. 3. Les droits politiques et les libertés civiles, dont la liberté de presse, la liberté d'association et la liberté de critiquer le gouvernement sans subir de représailles, sont largement protégés. 4. Les autorités élues ont une réelle autorité pour gouverner et ne sont pas sujettes au contrôle tutélaire de l'armée ni à celui des dirigeants religieux ».

Bien que les régimes pleinement démocratiques violent parfois un ou plusieurs de ces critères, ces violations ne parviennent pas à empêcher sérieusement les fonctionnaires gouvernementaux d'atteindre les objectifs démocratiques. Autrement dit, ils n'altèrent pas fondamentalement le champ de jeu entre le gouvernement et l'opposition. Au contraire, dans les régimes autoritaires compétitifs, les violations de ces critères sont suffisamment fréquentes et sérieuses pour créer un champ de jeu inégal entre gouvernement et opposition. Bien qu'on organise régulièrement des élections sans fraude, les fonctionnaires abusent constamment des aides de l'État, ils n'offrent pas à l'opposition une couverture adéquate des médias, poursuivent les candidats de l'opposition et leur partisans, et dans quelques cas, manipulent les résultats des élections; de la même façon, les journalistes, les têtes politiques de l'opposition et d'autres critiques du gouvernement peuvent être espionnés, menacés, poursuivis ou arrêtés. Des membres de l'opposition peuvent aussi être envoyés en prison, exilés ou même – moins souvent – attaqués, harcelés ou assassinés. Des régimes caractérisés par ces abus ne peuvent être appelés démocratiques.



L'objectif est de conjurer le très réel danger qu'affronte une révolution, qui n'ose pas se passer de l'héritage libéral, c'est-à-dire de l'acceptation de l'alternance du pouvoir exécutif et donc du risque de perdre celui-ci par des élections. Le modèle vénézuélien représente ainsi un grand problème pour la gauche radicale qui veut « dépasser » le pluralisme politique : paradoxalement, le gouvernement ne peut faire taire l'expression d'opinions différentes des siennes concernant le bien commun si ce n'est par la force brute et l'imposition du silence.

### Fictions dévoilées ou misère du militantisme

Monedero, en se référant au scénario du match nul aux échecs, décrit ce qui arriva au Venezuela juste après la publication des textes cités ici : en 2013, la différence du nombre de voix entre Nicolas Maduro et Henrique Capriles Radonski, candidats à la présidence de la République, fut de moins d'un demi-million des suffrages. Ensuite, en 2016, l'opposition gagna les élections parlementaires avec 56,2% des voix, dépassant même le nombre d'électeurs qui avaient donné la victoire à Hugo Chavez en 2012. Actuellement, les enquêtes convergent sur le fait que plus de 85% de la population rejette le gouvernement de Nicolas Maduro.

L'étrange prophétie d'Alan Woods ne s'est pas réalisée. Selon lui, l'opposition vénézuélienne devait finir au coin des rues comme une poignée d'entêtés, déversant leur propagande en faveur du capitalisme comme les militants de gauche l'avaient fait pour le socialisme dans tant de parties du monde. Mais le problème de fond n'est pas la perte par le pouvoir officiel de son soutien électoral : l'opposition, décrite comme une faction d'ultra-droite de la suprématie blanche, n'a jamais eu d'assise dans la réalité sociale, politique et ethnique. Le Venezuela est un pays où, avant la victoire de Hugo Chavez en 1998 et dans l'actuelle opposition, ont prédominé des partis inscrits dans l'Internationale socialiste (Action démocratique, Un Nouveau Temps, l'Alliance Bravo Pueblo, Volonté populaire) ou aux racines social-chrétiennes comme le COPEI et « Justice d'abord ». Tous sont favorables à l'intervention de l'État sur le marché et à la création de programmes sociaux ; au Venezuela, le seul gouvernement qui tenta d'appliquer un programme d'engagement que l'on pourrait qualifier de « néo-libéral » (et encore, le terme est discutable), fut celui, à partir de 1989, du président Carlos Andres Perez et de son parti, Action démocratique.

Le « suprémacisme » blanc n'a jamais pu exister au Venezuela du fait de notre fort métissage ethnique et culturel, de nos aspirations à la modernité technique, éducative et culturelle dans tous les secteurs sociaux, et de l'énorme influence d'Action démocratique, laquelle repose sur une connexion indéniable avec les catégories populaires. Diana Raby ment donc quand elle affirme que la démocratie représentative a favorisé les immigrants au détriment des nationaux.

Selon Monedero, pour empêcher une victoire de l'opposition, ont été mises sur pied des politiques éducatives, culturelles et de communication taillées à la mesure de la propagande

révolutionnaire. Cependant, celles-ci (à l'origine de gigantesques dépenses de l'État) ne purent éviter la défaite électorale: la terrible crise économique (taux d'inflation le plus élevé du monde et dramatique pénurie) en fut la cause. D'ailleurs, comme dans toutes les vraies démocraties, parvenir au pouvoir est toujours possible pour des adversaires politiques: il existe en effet dans la culture nationale populaire vénézuélienne des traits propres à la tradition politique libérale, à laquelle Monedero se réfère de manière positive, dont font partie les élections et les libertés d'expression et d'opinion. Cela inclut forcément la liberté de choisir un autre gouvernement. Si la démocratie radicale veut éviter ce risque, elle est obligée de supprimer les aspects libéraux de la Constitution.

Les intellectuels étudiés ici n'étaient pas leurs affirmations par leur connaissance de l'histoire, de l'économie, de la politique et de la culture vénézuéliennes. De fait, ce qui les intéresse c'est d'insister sur la signification de la révolution dans les luttes de la gauche radicale. Ils appartiennent à l'université militante, celle-là même qui, au nom du doute (Foucault, Derrida) ou au nom du marxisme (comme ce fut le cas face au stalinisme), cultive ce que Raymond Aron, en se référant au totalitarisme, appelait la discipline du mensonge.

Il se peut que la nature de la vérité soit toujours objet de discussion; mais nous ne pouvons accepter le mensonge. Mentir pour des buts considérés comme politiquement vertueux et en utilisant l'habillage d'un langage économique, philosophique et politique, c'est cela qui distingue le militant déguisé de l'universitaire.

Raby, Monedero, Harnecker et Woods se différencient de ces intellectuels qui ont une influence majeure sur la gauche universitaire internationale – comme Ernesto Laclau, Boaventura Santos, Chantal Mouffe, Enrique Dussel, Gianni Vattimo, Michael Hardt, Michel Maffesoli et Noam Chomsky – pour ne rien dire du réseau des intellectuels et artistes «défenseurs des droits de l'homme» qui ont apporté leur soutien au processus bolivarien, pour, ensuite, le retirer ou demeurer silencieux. Dans le cas de notre quatre auteurs, il ne s'agit pas de sympathies accordées automatiquement à un gouvernement qui s'oppose aux États-Unis et se déclare socialiste (en 2005) – sympathies qui montrent que la disparition du communisme fut plus douloureuse qu'on ne l'imagine –, mais d'un effort méthodique pour présenter le Venezuela à l'opinion publique internationale comme épice de la renaissance du socialisme après la chute du Mur de Berlin. Bien qu'ils proviennent de pays différents et qu'ils aient des formations diverses, tous quatre ont défendu à un moment donné la même vision du Venezuela, sans pour autant s'appuyer sur des études, des chiffres, sans consulter d'autres points de vue ni procéder à des recherches d'aucune sorte. De façon basique, ils présentent comme réalités historique, économique, sociale et politique ce qui en réalité n'est rien d'autre que leur façon de concevoir l'opposition et le passé, conception qui alimente le discours – et l'infatigable propagande – révolutionnaire sur la nation et le peuple. En ce sens, ils ont cautionné, d'une part les politiques culturelles, de communication et éducatives de la révo-

tion au Venezuela (les interprétant comme des interventions planifiées visant à transformer les valeurs, les pratiques et les idées), de l'autre les relations avec le monde international, et en fin de compte, la cause, toujours perdue mais jamais oubliée, du socialisme mondial.

Ces intellectuels ont collaboré à la défense d'une cause très discutable du point de vue éthique et universitaire. Pour eux, le combat politique, social et moral de la population vénézuélienne en faveur de la révolution est une guerre symbolique d'où est exclue, pour des raisons politiques, la moitié du peuple –qui n'est pas vraiment le peuple puisqu'il n'est pas révolutionnaire!<sup>[11]</sup> Les intellectuels de ce type adhèrent à la stratégie consistant à renouer avec la ligne de «solidarité mondiale» et sa propagande, mais habillée de l'emballage académique bien souvent à l'œuvre quand il s'agit de ce qu'on appelle le «socialisme réel du XXI<sup>e</sup> siècle». Ils présentent des images du Venezuela et de la révolution bolivarienne qui s'adaptent facilement, d'une part avec celles de la nation, du peuple, et de la révolution en usage en Amérique latine depuis les révolutions cubaine et sandiniste, et d'autre part avec ce que Roberto Mangabeira Unger, dans *L'alternative de gauche*, qualifie d'«orthodoxies raciales et pseudo-progressistes», lesquelles ont beaucoup de poids dans les départements de sciences humaines et sociales d'Amérique du Nord ainsi qu'au Conseil latino-américain de Sciences sociales (Clasco).

Ces auteurs donnent satisfaction à cette orthodoxie en définissant la vie politique vénézuélienne comme une lutte de descendants d'Africains, d'indigènes et de métis pauvres contre les blancs riches ou de la classe moyenne, que l'empire nord-américain manipulerait comme des marionnettes. Ils ne tiennent pas compte des dynamiques propres à chaque nation latino-américaine ni des valeurs culturelles, sociales et démocratiques des millions de personnes qui forment la part non révolutionnaire de la nation vénézuélienne.

Il serait nécessaire de revoir tant l'éthique du monde intellectuel militant que sa vision de l'Amérique latine comme simple victime du néolibéralisme et pantin des États-Unis.

---

11. En ce qui concerne l'équivalence entre le chavisme et le peuple vénézuélien, voir Gisela KOZAK-ROVERO, «Cultura en la ley: nacion, pueblo, historia y democracia en la Revolución Boli, variana», *Anuario Ininco*, n°26, p. 14-20.

# BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE SOCIALE LA SOUVARINE

B  
I  
B  
L  
I  
O  
T  
H  
È  
Q  
U  
E  
  
◦  
  
D  
,  
  
H  
I  
S  
T  
O  
I  
R  
E  
  
S  
O  
C  
I  
A  
L  
E

## COMMUNISME - SOCIALISME - SYNDICALISME

HISTOIRE POLITIQUE  
HISTOIRE DU TRAVAIL  
HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Collections spécialisées anciennes et récentes  
d'ouvrages, revues, journaux, archives et dossiers  
sur la vie politique et sociale en France et dans le monde,  
sur l'histoire du communisme, du socialisme et du syndicalisme

**Consultation de la presse en libre-service**

**Aide personnalisée à la recherche sur place, par mail, par téléphone**  
**Consultation : sur place uniquement**

\*

### Ouverture au public

*Accès libre*

lundi : 13 heures - 17 heures  
mardi, mercredi, jeudi : 9 heures - 17 heures  
vendredi : 9 heures - 13 heures

*Sur rendez-vous*  
du lundi au vendredi



**BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE SOCIALE – LA SOUVARINE**  
**ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DES HAUTS-DE-SEINE**

4 avenue Benoît-Frachon – 92023 Nanterre CEDEX

Téléphone : +33 [0]1 46 14 09 32 – [bibliotheque.souvarine@cg92.fr](mailto:bibliotheque.souvarine@cg92.fr)

<http://archives.hauts-de-seine.fr/bibliotheques/bibliotheque-la-souvarine/>

F  
O  
N  
D  
A  
T  
I  
O  
N  
  
◦  
  
B  
O  
R  
I  
S  
  
S  
O  
U  
V  
A  
R  
I  
N  
E